

**Développement - Discours de M.  
Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international,  
devant la commission nationale de  
la coopération décentralisée  
(Paris, 12 avril 2017)**

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Député,

Mesdames et Messieurs les Élus,

Mesdames et Messieurs les Membres de la CNCD,

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

J'ai souhaité m'adresser devant votre commission aujourd'hui, sur un sujet grave : la situation d'urgence liée à la crise alimentaire en Afrique et au Yémen. En effet, la commission nationale de la coopération décentralisée est un des lieux où s'exprime la solidarité de la France et de ses collectivités territoriales à l'égard de ses partenaires. Il me paraissait donc nécessaire de venir devant vous à la fois pour exprimer notre soutien dans l'action que vous menez - car les chiffres sont éloquents : 4.720 collectivités territoriales françaises portent des programmes de coopération à l'étranger, avec près de 8.100 autorités locales, pour un total de 10.700 projets dans 133 pays -, pour vous présenter l'action de la France face à cette crise dramatique et pour envisager avec vous les réponses communes que nous pourrions y apporter.

Mesdames, Messieurs,

Les faits, vous les connaissez. Près de 30 millions de personnes ont besoin en urgence d'assistance alimentaire dans une large zone allant du Bassin du Lac Tchad au Yémen en passant par la Corne de l'Afrique.

Les causes en sont multiples : des phénomènes naturels, en particulier une forte sécheresse, alimentée par l'amplification du phénomène climatique El Niño, mais aussi des conflits et des crises politiques qui affectent des populations déjà vulnérables en les coupant de leurs moyens de subsistance et qui génèrent d'importants flux de déplacés et de réfugiés.

Nous le savons, les situations des pays les plus touchés par la famine sont différentes. Au Soudan du Sud, la propagation du conflit est la cause principale de la famine. En Somalie, s'ajoute à la sécheresse la présence de la milice islamiste Al-Shabaab qui prend en otage une grande partie des populations menacées par la famine. Au Yémen, la dégradation de la situation sécuritaire aggrave la crise humanitaire déjà existante. Au Nigéria, la zone la plus touchée par la famine est sous le contrôle de Boko Haram, qui exacerbe les fragilités structurelles du pays et perturbe l'agriculture et l'élevage. Je n'oublie pas l'Éthiopie qui a connu en 2016 la pire sécheresse de ces 50 dernières années et qui fait à nouveau face à une sécheresse aggravée, dans un contexte sécuritaire tendu, ou le Kenya, où les autorités ont déclaré la sécheresse comme «catastrophe naturelle». Il ne faut plus se limiter aux pays présentant les situations de plus grande urgence, même si une attention prioritaire doit bien sûr leur être portée. Il faut considérer la situation des régions concernées par la crise alimentaire de façon plus globale, les pays moins touchés aujourd'hui devant faire eux aussi l'objet d'une vigilance pour éviter qu'ils ne basculent à leur tour dans une crise alimentaire aiguë.

La coopération décentralisée porte sur des projets qui s'inscrivent dans la durée et auxquels le ministère des affaires étrangères et du développement international participe, notamment par le biais d'appels à projets. Vos actions sont essentielles, car elles aident ces pays très concrètement à développer ou restaurer leurs capacités. Je vais rencontrer tout à l'heure dans le cadre de sa visite d'État Alpha Condé, président de la Guinée, qui est un bon exemple d'un pays qui s'est stabilisé politiquement, qui a des projets, soutenus par l'action de la France et qui, grâce à la coopération décentralisée, participe à un projet global.

Les programmes de restauration contribuent à maîtriser et économiser la ressource en eau, à développer l'irrigation, à former au maraîchage, à construire des lycées agricoles ou à créer des coopératives agricole. Elles permettent de fixer les populations sur leur territoire, d'y trouver les ressources pour éviter l'exode vers les villes et vivre chez elles dans de bonnes conditions. Elles peuvent éviter la famine et la tragédie qui se déroulent aujourd'hui dans ce continent africain auquel nous sommes tant attachés. Nous évoquions hier soir au dîner d'État les signatures intervenues dans le cadre de petits barrages qui ont un rôle très important, concrètement, pour fixer les populations sur leur territoire, dans des programmes d'irrigation, ou de développement d'une agriculture de proximité.

Le rapport relatif à l'aide publique au développement des collectivités territoriales qui vient d'être publié évalue à près de 60 millions d'euros le montant de cette aide publique pour 2015. C'est significatif. Parmi les 10 pays prioritaires, 6 sont africains : Madagascar, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin et le Niger, avec 2 secteurs prioritaires : l'eau et l'agriculture. L'Afrique est bien au cœur de l'action extérieure de nos communes, de nos départements et de nos régions.

Néanmoins, les pays qui sont aujourd'hui dans cette situation de profonde détresse ne sont pas ceux avec lesquelles vous entretenez des partenariats, notamment parce que, dans leur situation, il s'agit de survie, d'urgence, et non pas seulement, si j'ose dire, de développement.

Cette situation d'urgence nous a conduits, au niveau européen, à nous réunir à Bruxelles la semaine dernière, en marge d'une conférence sur la Syrie, pour apporter une réponse commune à cette crise alimentaire. J'ai ensuite réuni les ONG, qui sont, comme vous, mobilisées sur le

terrain, pour leur présenter les efforts faits par le Ministère pour répondre à cette crise et échanger sur leurs actions et les difficultés auxquelles elles sont confrontées, en premier lieu les problèmes de sécurité et d'accès aux zones les plus touchées.

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, c'est à vous que je m'adresse. Car ce n'est qu'ensemble que nous serons efficaces. À l'heure où les besoins en matière de développement cohabitent avec les besoins humanitaires d'urgence, tous les efforts sont nécessaires pour apporter une réponse cohérente et efficace aux populations. Il est essentiel de coordonner l'ensemble des acteurs français, des savoir-faire et des ressources, tant l'écart entre les ressources et les besoins de financement ne cesse de croître.

Face à cette situation, la France agit. Elle agit en matière politique pour mettre en place les conditions de la paix, restaurer la stabilité et désigner les responsables des conflits qui continuent de sévir. Elle agit en matière financière pour apporter une aide humanitaire d'urgence, tout en agissant sur les moyen et long termes sur les causes profondes de ces crises et en favorisant les conditions d'un développement socio-économique pérenne.

En prenant en compte les différents canaux de financements, nous sommes aujourd'hui engagés à hauteur de 110 Meuro en Afrique occidentale et centrale, dans la Corne de l'Afrique et dans les régions proches.

Notre aide se décompose en 23 Meuro d'aide alimentaire et humanitaire d'urgence et près de 87 Meuro de projets structurels visant à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire dans les zones touchées et leur périphérie, afin de prévenir les effets de contagion.

Mais j'ai décidé de faire davantage, car l'urgence nous l'imposait. À très court terme, j'ai décidé de débloquent immédiatement 7 millions d'euros additionnels : 5 millions d'aide alimentaire d'urgence et 2 millions d'aide humanitaire d'urgence. Des consultations sont par ailleurs en cours au sein du gouvernement pour dégager d'autres moyens, tout ceci se faisant en coordination avec les grandes ONG.

Je suis convaincu que les collectivités territoriales ont un rôle crucial à jouer. Je sais que vous êtes particulièrement sensibilisés à cette situation. Vous êtes en effet aux avant-postes pour l'accueil et l'hébergement des migrants et des réfugiés. Vous savez donc mieux que personne qu'il nous faut lutter contre les causes mêmes des mouvements de population et des déplacements en assurant le développement et en répondant aux crises aiguës lorsqu'elles surviennent.

Depuis 2013, le ministère met à votre disposition un fonds de concours permanent pour l'action extérieure des collectivités territoriales - le FACECO - au profit de l'aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires. Ce fonds a été créé dans une démarche de mutualisation des moyens et de structuration de la réponse française aux urgences humanitaires.

Ce fonds est géré par le centre de crise et de soutien, avec pour objectif de permettre à toutes les collectivités françaises de contribuer à une réponse d'urgence efficace et pertinente grâce à la mutualisation des financements et des expertises.

En 2015 et 2016, vous avez ainsi joint vos efforts aux nôtres pour répondre aux catastrophes naturelles survenues à Madagascar, au Népal, en Haïti ainsi que pour vous venir en aide aux populations victimes des conflits en Syrie et en Irak.

Cette année, nous aurons plus que jamais besoin d'unir nos efforts tant la détresse des populations victimes de l'ouragan Enawo à Madagascar, ou touchées par la famine au Nigeria, au Soudan du Sud, en Somalie et au Yémen, appelle de notre part une réponse à la hauteur des enjeux. Je souhaite également vous renouveler notre appel à vous joindre aux efforts exceptionnels que nous avons consentis pour venir en aide aux minorités ethniques et religieuses victimes des conflits au Moyen-Orient.

Votre aide est précieuse. En unissant nos efforts, nos moyens et nos savoir-faire, nous apporterons une aide à la hauteur de l'engagement et des valeurs qui font de la France ce qu'elle est, un pays engagé et solidaire dans le monde.

Je vous remercie./.